

sung mit den Preiszuschlägen jetzt aber nicht machen und damit die Preisspanne zwischen Margarine und Butter grösser würde, bestände einfach das grosse Risiko, dass eben mehr Margarine gekauft und verwertet wird. Wenn der Konsument sich einmal daran gewöhnt hat, wird es natürlich nachher viel schwieriger sein, dieses Verhältnis wieder zu korrigieren. Damit haben Sie natürlich auch für längere Zeit eine zusätzliche Belastung der Bundesfinanzen in Kauf zu nehmen.

Zu Ihrer fünften Frage, Herr Biel: Ich gebe gerne zu, dass wir mit unserer Rapsproduktion in einem Zielkonflikt stecken. Wir haben jetzt den Rapsanbau um 1000 Hektaren erhöht. Ich weiss, dass man den Raps mehrheitlich für die Margarineproduktion braucht. Damit entsteht ein gewisser Zielkonflikt. Wenn Sie aber die Grössenordnungen miteinander vergleichen, dann steht eben mindestens für den Bundesrat das Gewicht der Bundesfinanzen im Vordergrund.

Zu Ihrer Frage sechs, ob wir den Ertrag nicht für einheimische Milchprodukte verwendet hätten: Das stimmt nicht. Wir werden den vollen Betrag dieser Zuschläge für die Verbilligung der einheimischen Milchprodukte brauchen, aber nicht für die Butter allein, sondern insbesondere auch für Käse und andere Milchprodukte. Dafür ist in der Milchrechnung gesorgt. Übrigens steht die Milchrechnung jedermann zur Verfügung; sie zeigt, dass diese Abschöpfungen auf Fetten und Ölen für die Verbilligung von einheimischen Milchprodukten verwendet wird.

Zu Ihrer letzten Frage: Ich gebe ohne weiteres zu, dass der Bundesrat nicht vor der beratenden Kommission, sondern erst nach ihr entschieden hat. Er hat sich auch das Protokoll der beratenden Kommission geben lassen und hat also «en lumière» ihrer Ausführungen seinen Entscheid gefällt.

Frau Jaggi, Sie haben Recht, es ist eine grobe Massnahme, die wir hier treffen, weil wir zum Beispiel keinen Unterschied machen können zwischen Salatöl und anderen Ölen, die eigentlich nicht in direkter Konkurrenz zur Butter stehen. Wir versuchten Rückerstattungssysteme anzuwenden, wir glaubten einmal, eine Margarinesteuer oder ein differenziertes System einführen zu können; alle diese Möglichkeiten sind in Prüfung. Ich mache aber kein Hehl daraus, dass es sehr, sehr schwierig ist, hier zu differenzieren, und zwar einfach deshalb, weil wir bei den importierten Ölen und Fetten nicht zum vornherein wissen, wo diese dann schliesslich Verwendung finden. Das ist die Schwierigkeit; man müsste dann mit einem Rückerstattungsverfahren bei den Produktionsstätten operieren, aber da stellen sich auch wieder komplizierte Fragen der Kontrolle usw. Davor hatten wir bisher etwas Angst, aber wir bleiben am Ball. Ich hoffe, dass wir doch noch irgend eine zweckmässige Lösung finden werden.

Zum Schluss, Herr Neukomm: Man sollte diese Frage der Belastung der Öle und Fette von Seiten der Konsumenten nicht allzu stark hochspielen. Der Konsumentenpreisindex wird durch diese 0,02 Prozent praktisch nicht betroffen; man kann nicht einmal ausrechnen, wie viel das schliesslich ausmacht. Ich möchte Ihnen sagen, dass Ihre Idee der differenzierten Preispolitik in der Landwirtschaft oder Ihre Zustimmung zur Futtermittelinitiative für den Konsumentenpreisindex ganz andere Konsequenzen hätte als hier die Zustimmung zu den Preiszuschlägen für Öle und für Fette. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie dem Bundesrat und Ihrer Kommissionmehrheit zustimmen würden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 100 Stimmen
Für den Antrag Biel (Nichteintreten) 47 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes 92 Stimmen
Dagegen 44 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

82.054

EFTA-Parlamentarier-Komitee. Bericht Comité parlementaire AELE. Rapport

Herr Ständerat Egli unterbreitet im Namen der Delegation den folgenden schriftlichen Bericht (deutscher Wortlaut siehe «Amtliches Bulletin» Ständerat, Herbstsession):

Introduction: Sur l'invitation de l'Assemblée fédérale, la 7^e séance du Comité des parlementaires des pays de l'AELE s'est déroulée à Bâle, du 3 au 5 mai 1982, sous la direction du conseiller national Gautier. La délégation suisse se composait de M. Egli (député au Conseil des Etats, président), et des conseillers nationaux Duboule, Gautier (président du comité), Muheim et Teuscher.

Les délibérations ont porté essentiellement sur les points suivants:

- les régions sous-développées dans les pays de l'AELE (à l'instigation de la délégation suisse) et
- la situation économique en Suisse.

1. Les régions sous-développées dans les pays de l'AELE: Les mesures de politique régionale ont souvent un caractère protectionniste. Elles déclenchent maintes fois à l'étranger des contre-mesures qui peuvent annihiler à longue échéance les aspects positifs de la politique régionale des divers pays. La discussion a porté sur les mesures éventuelles permettant de supprimer les différences régionales au sein de l'association, compte tenu de ces aspects. Les problèmes se posent de façon très diverse dans les sept pays de l'AELE. Si, par exemple, en Autriche et en Suisse ce sont surtout les régions de montagne qui accusent un retard dans le développement, on peut encore considérer le Portugal, dans son ensemble, comme un pays en voie de développement, circonstance dont l'AELE a tenu compte en créant en 1977 un fonds spécial pour l'essor industriel de ce pays.

Le conseiller national Muheim a donné des explications sur la politique régionale de la Suisse. Il a souligné le fait que, dans notre pays, en dépit d'un revenu par habitant très élevé, il existe des différences considérables en matière de revenu, et que les cantons soutiennent efficacement par leurs propres mesures les efforts que fait la Confédération pour parvenir à une situation plus équilibrée. Cette collaboration et la décentralisation des pouvoirs de décision dans ce domaine au niveau des cantons et des communes – modèle exemplaire du fédéralisme coopératif – a vraisemblablement contribué à éviter que les différences régionales ne soient aussi marquées dans notre pays que dans les Etats à direction centralisée. La discussion a permis d'arriver à la conclusion capitale que c'est dans les pays à structure fédéraliste qu'on peut le mieux remédier aux déséquilibres régionaux.

En tant qu'organe consultatif du Conseil des ministres, le Comité des parlementaires n'a pas le pouvoir de fixer une politique régionale commune pour tous les pays de l'AELE. Cependant, sur proposition de la délégation finlandaise, il a,

sous forme de résolution, invité les ministres à examiner la possibilité d'une collaboration effective au niveau gouvernemental dans le domaine de la politique régionale, cela en vue de l'institution de mesures n'aboutissant pas à des distorsions des courants commerciaux.

Le comité a décidé de traiter ce sujet lors de séances futures.

2. La situation économique en Suisse: Il est de tradition que la situation économique du pays hôte fasse l'objet de discussions particulièrement approfondies. M. Honegger, président de la Confédération, qui a renseigné le comité sur la situation économique de la Suisse, est arrivé à la conclusion qu'une grave récession touchant l'ensemble de l'économie n'est guère à craindre. La Suisse ne devrait pas connaître de sérieux problèmes en matière d'emploi – à l'exclusion toutefois de difficultés dans quelques secteurs et dans certaines régions. Voilà à quoi il faut s'attendre, à condition que la conjoncture internationale s'améliore peu à peu, qu'on puisse empêcher une nouvelle revalorisation du franc et qu'on réussisse à freiner les tendances protectionnistes.

En réponse à diverses questions, le président de la Confédération a relevé que la grande réserve dont fait preuve le gouvernement de notre pays sur le plan économique, la capacité de l'industrie de s'adapter à de nouvelles conditions du marché sans l'aide du gouvernement, ainsi que les bons rapports existant entre les partenaires sociaux jouent un rôle important dans le développement favorable de l'économie suisse.

En ce qui concerne la situation économique dans la région de Bâle, les parlementaires des pays de l'AELE ont été renseignés en prenant contact avec le gouvernement bâlois, l'industrie chimique, la Chambre de commerce et une grande banque.

Le nouveau secrétaire général, le Norvégien Per Kleppe, a présenté au comité le rapport annuel de l'AELE qui – étant donné le chômage croissant – s'occupe notamment du problème du protectionnisme. La lutte contre ce danger constitue la tâche principale non seulement de l'AELE, mais aussi du GATT et de l'OCDE.

Le conseiller national Gautier a présenté son rapport sur les résultats de la première séance avec une délégation du Parlement européen, tenue en novembre 1981, séance au sujet de laquelle nous vous avons donné des informations durant la session d'hiver 1981. Ces contacts ayant été fructueux, on envisage de part et d'autre de poursuivre et d'intensifier les relations. La prochaine séance aura vraisemblablement lieu à Strasbourg, au début de 1983, les sujets suivants pouvant être à l'ordre du jour:

- entraves au commerce de caractère non tarifaire
- problèmes de transport
- assistance de l'Etat
- crédits à l'exportation
- protection de l'environnement
- relations avec les pays tiers (Etats-Unis, Japon, pays de l'Est)
- rapports avec les pays industrialisés depuis peu.

La prochaine séance ordinaire du comité aura lieu à Helsinki en juin 1983.

Nous vous prions de prendre acte du présent rapport.

Präsidentin: Die Delegation beantragt Ihnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Ein anderer Antrag ist nicht gestellt. Sie haben zugestimmt.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

82.018

**StGB. Terrorismus.
Bundesgesetz und Abkommen
Terrorisme. Code pénal et convention**

Botschaft, Beschluss- und Gesetzentwürfe vom 24. März 1982 (BBl II, 1)
Message, projets de loi et d'arrêté du 24 mars 1982 (FF II, 1)

Antrag der Kommission
Eintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Hunziker, Berichterstatter: Ihre Kommission hat sowohl den Bundesbeschluss über dieses Abkommen wie auch den vom Bundesrat vorgeschlagenen neuen Artikel 6bis des Strafgesetzbuches einstimmig ohne Gegenstimme und ohne Enthaltungen genehmigt. Die Kommission geht mit dem Bundesrat davon aus, dass der Terrorismus eine Ausweitung erfahren hat und in einem Ausmass internationalisiert worden ist, das ein entschlossenes Handeln der Völkergemeinschaft notwendig macht. Demokratische Institutionen sind in besonderer Weise verletzbar. Kann sich der Terrorismus weiter und weiter ausbreiten, dann ist die Demokratie in ihrer Existenz bedroht. Es würden dann die fundamentalen Freiheiten und Garantien zunichte gemacht, denen sich ein Land wie die Schweiz verpflichtet fühlt.

Da für Terroristen keine Landesgrenzen existieren, müssen die Hindernisse, vor die sich die Strafverfolgungsbehörden der verschiedenen Länder bei der Zusammenarbeit gestellt sehen, beseitigt werden. Einen wichtigen Schritt haben wir bereits mit dem Bundesgesetz über internationale Rechtshilfe in Strafsachen vom 8. März 1976 gemacht. Besondere Bedeutung kommt in diesem Zusammenhang den mit verschiedenen Staaten geschlossenen Auslieferungsverträgen und dem von der Schweiz 1966 ratifizierten europäischen Auslieferungsabkommen vom 13. Dezember 1957 zu. Danach wird die Auslieferung nicht bewilligt, wenn der ersuchte Staat die strafbare Handlung als eine politische ansieht. Im Einzelfall ist das Bundesgericht zuständig, über die Natur der strafbaren Handlung aufgrund des Tatbestandes zu entscheiden.

Oft haben sich Terroristen in die Schweiz geflüchtet und erklärt, ihre Straftaten seien auf politische Motive zurückzuführen. Damit wollten sie dann die Auslieferung verhindern. Es hat sich gezeigt, dass Terrorakte heute gemeinrechtliche Delikte sind, weshalb der Beurteilung der Auslieferungsfrage zunehmend brisantere Bedeutung zukommt.

Nach der Praxis des Bundesgerichtes kommt ein überwiegend politischer Charakter nur einem Delikt zu, das im Rahmen eines Kampfes um die Macht oder gegen die Macht im Staat begangen wird. Es haben sich im Laufe der bundesgerichtlichen Praxis dazu noch weitere Kriterien und Nuancen herausgebildet. Gestützt darauf wurde den zur Beurteilung anstehenden Straftaten kaum je der politische Charakter zugebilligt, weshalb dann die Täter dem um Auslieferung ersuchenden Staat auch übergeben wurden.

Das vorliegende Übereinkommen ist eine notwendige Ergänzung der früher abgeschlossenen und schliesst eine Lücke in unserem staatsvertraglichen Verhältnis mit denjenigen Mitgliedstaaten des Europarates, mit denen wir lediglich einen zweiseitigen Auslieferungsvertrag geschlossen haben. Das wesentliche Kennzeichen des zur Genehmigung unterbreiteten Übereinkommens besteht darin, dass auch Personen ausgeliefert werden können, die für ihre Tat einen politischen Beweggrund angeben, sofern es sich um ein derart schweres Verbrechen handelt, dass der überwiegend politische Charakter aberkannt werden muss.

EFTA-Parlamentarier-Komitee. Bericht

Comité parlementaire AELE. Rapport

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	82.054
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	27.09.1982 - 15:30
Date	
Data	
Seite	1153-1154
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 756

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.